

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20012 - 77EME ANNÉE

Quel message les autorités veulent-elles transmettre ?

Le Sakifo 2021 autorisé en pleine crise sanitaire

Le Sakifo 2021 doit débiter ce soir, 10 décembre, sur la plage de Saint-Pierre. Les autorités sanitaires estiment qu'il y a plus de risque de transmettre le coronavirus autour d'une table de pique-nique regroupant quelques personnes que sur une plage de Saint-Pierre où se concentreront du 10 au 12 décembre des milliers de fêtards.

Ces derniers jours, les autorités sanitaires ont appelé à renforcer la vigilance en raison d'une recrudescence de l'épidémie de coronavirus. A cela s'ajoute la découverte des premiers cas du variant Omicron. Il est tellement contagieux que le premier cas d'Omicron sans lien trouvé avec l'un des deux cas importés a été détecté à peine trois jours après l'annonce de la découverte de ce variant chez deux passagers de retour d'un voyage.

L'État ne cesse de communiquer sur le respect du port du masque dans tous les lieux publics y compris ceux soumis au Pass sanitaire. Il a même décrété une quarantaine obligatoire pour les passagers en provenance de tous les Etats de notre région. Il a également maintenu l'interdiction des pique-niques et décidé d'une nouvelle fermeture des discothèques.

Quelle est la différence entre une discothèque et un festival de musique ? Le Sakifo est-il autre chose qu'une discothèque géante ? Apparemment pour les autorités sanitaires, il est plus facile de maintenir les distances de sécurité

et le port du masque dans un rassemblement festif qui affirme avoir déjà vendu 12.000 billets d'entrée que dans un club de danse limité à 75 % de sa capacité d'accueil.

Les autorités sanitaires estiment également qu'il y a plus de risque de transmettre le coronavirus autour d'une table de pique-nique regroupant quelques personnes que sur une plage de Saint-Pierre où se concentrent pendant trois jours des milliers de personnes venues faire la fête.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'épidémie de coronavirus prospère à La Réunion, car manifestement les décisions ne sont pas prises en fonction de la réalité scientifique, mais d'une idéologie. Car le Sakifo est-il autre chose qu'une discothèque géante ? Il s'agit de préserver les profits et de soutenir la domination d'une culture sur les autres à La Réunion.

En effet, à la fin du mois d'octobre, les autorités sanitaires ont autorisé le Grand Raid. Des milliers de personnes sont venus à La Réunion sans quarantaine ni tests obligatoires à l'arrivée. Tout au long du parcours des trois courses étaient disséminés de nombreux postes de contrôle, sans oublier la concentration du départ. C'étaient autant d'occasions propices à la transmission du coronavirus.

Le Grand Raid a également coïncidé avec un pic du trafic aérien entre La Réunion et la France, avec des passagers qui pouvaient venir sans contrôle sanitaire à partir du moment où ils étaient vaccinés.

Quelques semaines plus tard débutait la 5e épidémie de coronavirus observée depuis l'année dernière à La Réunion.

Le Grand Raid et le Sakifo sont des emblèmes d'une culture importée de l'Occident à La Réunion. Elles inscrivent notre île comme une étape d'une tournée des festivals centrée sur l'Europe et l'Amérique du Nord. Plus de 50 ans après Woodstock, le festival de musique est devenu une tradition en Occident.

Le pique-nique fait partie de la culture réunionnaise. Il permet aux Réunionnais d'aller à la plage ou dans les Hauts une fois par semaine. Ceci permet à plusieurs générations de se retrouver. Mais les autorités sanitaires jugent que les pique-niques sont plus dangereux que le Sakifo.

Quel est donc le message que les autorités sanitaires veulent-elles transmettre à la population ? Est-ce pour dire qu'à partir du moment où une personne peut payer 85 euros pour participer à une manifestation importée d'Occident, elle est immunisée contre le coronavirus ? Chacun sait pourtant que l'argent ne permet pas d'acheter l'immortalité ! Dans quelques semaines, La Réunion connaîtra-t-elle un « effet Sakifo » traduit par une nouvelle flambée des cas de coronavirus ? Qui paiera les conséquences ?

M.M.

Le FCSA est une bannière de la coopération Sud-Sud -4-

Pourquoi le FCSA est-il devenu un modèle de coopération Sud-Sud ?

Dans la dernière partie d'une interview exclusive accordée à china.org.cn, Xu Jinghu, représentante spéciale du gouvernement chinois pour les affaires africaines, explique pourquoi le Forum de coopération sino-africain a prospéré dans la durée

La première réunion ministérielle du FCSA a eu lieu à Beijing en 2000. Ce mécanisme a donc été mis en place il y a 21 ans, avec un total de 7 réunions ministérielles et 3 sommets. C'est la première plateforme de dialogue institutionnel établie entre la Chine et des pays en développement, créant un précédent en termes de mécanisme de coopération. C'est un modèle de coopération Sud-Sud et une bannière de la coopération internationale avec l'Afrique.

Pourquoi le FCSA prospère-t-il dans la durée ? Sur la base de sa propre expérience professionnelle, Mme Xu propose cinq éléments majeurs pour expliquer son succès.

Premièrement, les deux parties y attachent une grande importance. La Chine et l'Afrique attachent une grande importance à la construction et au développement du FCSA. Les principaux responsables du Parti et des chefs d'Etat de la République populaire de Chine ont assisté aux cérémonies d'ouverture et aux événements importants liées aux précédentes éditions du

FCSA, et ont personnellement prêté attention et encouragé la mise en œuvre des résultats obtenus à leur issue.

Deuxièmement, les uns et les autres se traitent comme des égaux et organisent des réunions ensemble. Le forum adhère toujours aux principes de consultation sur la base de l'égalité, de compréhension mutuelle et de concessions réciproques, de consultation approfondie, de contribution conjointe et de bénéfices partagés. Le mécanisme du FCSA a établi de manière créative avec une présidence alternée, stipulant que la Chine et l'Afrique se relaient pour tenir des réunions en Chine et en Afrique. La coopération sino-africaine est une aide mutuelle entre amis pauvres au sein de laquelle des solutions sont trouvées par le dialogue.

Troisièmement, le FCSA se concentre sur le développement avec des bénéfices mutuels et des résultats gagnant-gagnant. La recherche de la coopération et la promotion du développement sont la priorité absolue du FCSA, qui se concentre sur l'action. Un plan d'action pour la coopération sino-africaine est publié tous les trois ans lors de la réunion du FCSA en fonction de la situation en Afrique et en Chine, et il est mis en œuvre dès que possible et est suivi d'effet. Par leur engagement, leur pragmatisme et leur efficacité, les

caractéristiques et le style du FCSA sont profondément enracinés dans le cœur des gens, renforçant ainsi davantage l'autorité, l'influence et l'attrait du forum.

Quatrièmement, le FCSA donne la priorité aux populations. Le forum considère toujours la promotion des échanges humains entre la Chine et l'Afrique comme une orientation et un contenu importants. Les mesures adoptées par le forum concernent les gens et se concentrent sur l'emploi, l'alimentation, la santé, l'éducation, la culture et d'autres domaines de subsistance qui sont étroitement liés à l'Afrique. Les gens peuvent les voir et en ressentir les effets. Le FCSA est donc bien accueilli par l'opinion publique et sa fondation sociale devient de plus en plus profonde.

Cinquièmement, le FCSA s'adapte à son époque et se renouvelle. Afin de maintenir la vitalité et le dynamisme du forum, les deux parties ont toujours choisi de se conformer aux thèmes et à la tendance de l'époque, et ont toujours été à la pointe de la coopération internationale avec l'Afrique. Le FCSA attache une grande importance à l'écoute des voix et des suggestions de la partie africaine, et continue d'enrichir les thèmes selon les besoins. Ces dernières années, le mécanisme du FCSA a ainsi été continuellement renforcé et perfectionné.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

L'eau, un bien commun, que la finance veut accaparer

La Réunion connaît un épisode de sécheresse. C'est dans ces moments où l'on constate à quel point la question de l'eau est essentielle. Face aux pénuries mondiales, le néolibéralisme agit comme il en a l'habitude, en voulant marchander l'eau et faire ainsi d'énormes profits.

« C'était la première fois que cette ressource vitale n'était plus seulement considérée comme une marchandise qu'on peut acheter et vendre, mais aussi et surtout comme une valeur financière sur laquelle on peut spéculer », dit à Reporterre Riccardo Petrella, économiste et ardent défenseur du droit à l'eau.

Tout a commencé en Californie. Cet État produit la moitié des fruits et des légumes des États-Unis, à grand renfort d'irrigation. Or cette région subit largement les effets du changement climatique : incendies et sécheresses à répétition. En Californie, il est ainsi possible depuis plusieurs années de détenir des titres équivalents à des permis d'utilisation d'eau. Des titres que l'on peut donc vendre et acheter. « On a vu des agriculteurs vendre au plus offrant leurs titres plutôt que d'utiliser l'eau pour produire des fruits, parce que c'était plus rentable », souligne M. Petrella.

Autant dire que cette marchandisation de l'eau n'a empêché ni les sécheresses ni les pénuries. Depuis 2018, il existe aussi un indice financier, une sorte de « cours de l'eau », nommé le Nasdaq Veles California Water Index. Il est calculé sur la base des achats d'eau réalisés la semaine précédente. Le prix est exprimé en dollars par acre-pied, un volume correspondant à 1,2 million de litres. L'indice cote actuellement à 728 dollars, contre 495 dollars l'an dernier.

Ce qui fait de l'eau un bien commun, plus naturellement encore que les forêts ou les alpages ou d'autres ressources naturelles renouvelables, c'est tout simplement qu'elle coule en permanence, et qu'elle est de ce fait plus difficile à posséder : on peut bien en arrêter une partie par un barrage, mais elle finira pas s'écouler par-dessus. Mais une évolution fondamentale s'est produite en Angleterre dès le 18^e siècle, puis aux États-Unis, en Allemagne et

en France, puis dans toute l'Europe occidentale : la combinaison du réseau étanche et sous pression, des robinets qui ferment, puis des compteurs d'eau, avec le mode de vie bourgeois, individualiste et privé. Cela a fait de l'eau urbaine, d'abord un 'bien de club'. Puis, après la découverte de la bactériologie, c'est devenu un service public, avec la fameuse triple contrainte d'égalité d'accès, de continuité et de mutabilité.

Dans la plupart des pays, on n'est pas obligé d'acheter de l'eau 'du robinet', mais si on le fait on doit la payer au même prix que les autres en fonction du volume acheté. Le service est alors à caractère commercial, il est financé par ses bénéficiaires qui ne sont plus des usagers dans une communauté mais des consommateurs.

Aujourd'hui cependant les choses se compliquent : l'égalité consumériste dans l'eau potable est de fait remise en cause par la nouvelle problématique en termes de solidarité et d'équité que soulève la question du maintien du service de l'eau aux plus démunis. Comme par ailleurs la politique de l'eau des pays développés cherche à rapprocher les services publics de la gestion de la ressource en eau (en cherchant des solutions territoriales et naturelles plus durables que le recours à la technologie), un brouillage tend à se produire dans les esprits et notamment chez les défenseurs de l'eau comme 'or bleu' ou 'bien public mondial'.

Il n'y a qu'en Angleterre, par extraordinaire, que le financement de l'eau a été historiquement assuré par les impôts locaux sans lien avec la consommation. Cette application pragmatique du Common Wealth perdure car encore 60 % des ménages britanniques n'ont pas de compteurs et payent l'eau comme un impôt local... C'est certainement ainsi que l'eau demeurera un bien commun non soumis aux marchés et aux objectifs de résultat des multinationales.

« De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » Karl Marx

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Traka bande zékrivèr : Dis pour san linspirassion épi katrovin dis pour san la transpirassion

Mézami, mi rapèl néna in bonpé d'tan mwin la lir in roman in lékrivèr téi apèl Anatole France la ékri. Mwin la lir sa pars mon profèssèr, dann tan, l'avé di, dann noute klass, lo boug lété in progressist kaziman in sosyalist... Mi rappèl pi lo nom son live...

Mé sak mi rapèl sé ké dodan an parmi bande pèsonaz l'avé i pintr - inlartist pènèr si zot i vé - républikin - téi vé fé in gran tablo, lo séfdèv son vi, mé opliss bande révolissyon téi i éspass, opliss bande réaksyonèr téi ropran favèr si télman li téi i pinde pa : la révolissyon 1830 i pass, sète 1848 i pass son tour, Napoléon 3 i pran pouvoir, la komine i ariv épi i fini par pèrde. Li pinde touzour pa.

Ziska ké lo liv la fini, é dsi pa d'porte simetyèr li l'avé touzour pa fé son séfdèv.

Pou kossa mi di sa ? Pars mwin néna inn-dé kamarade i di amwin konmsa dopi in bon koup de tan zot i atande néna in bon grafi définitiv pou zot ékri kissoi zot roman, kissoi zot fondkèr, kissoi ankor zot pyèss téate sansa zot nouvèl é zot i di souvan toute grafi i bote pa zot-toute lékritir pou zot lé pa bon.

Zot i yème pa lékritir oktob 1977, zot i yème pa lo KWZ, lo Tangol i plé pa zot é fransh vérité parl pa zot lékritir 2021 zot néna orèr létimolozik. Boudikonte la poin arien i trouv zot favèr...

Mwin néna souvan défoi anvi dire, kass pa la tête pou lékritir, si zot néna gayar zafèr pou ékri ébin ékrire mé mwin la bien konpori zot sé dé pèrféksyonist san pour san-non imazinatif pars zot noré pu invante lazot-4é konm zot i trouv pa lékritir k'i bote azot, zot i ékri pa, é nou léktèr possib ni gingn pa lire sak lé fonsé dann zot koko.

Romark sé zot shoi, mé in lékritir i ranplass pa lo linspirassion épi ossi lo transpirassion pars sanm pou mwin inn san l'ote sé arien é sé konmsa ké ni fonksyone nou bande zékrivèr : dis pou san linspirassion é katrovin dis pour san la transpirassion.

Justin